

BRICORAMA SA

Société anonyme au capital de 31.106.715,00 €.
Siège social : 21a boulevard Jean Monnet - ZAC des Boutareines, 94 350 Villiers-sur-Marne
957 504 608 R.C.S. Créteil

Comptes semestriels consolidés au 30 juin 2012.

I. – Rapport d'activité semestriel.

Au cours de ce premier semestre, le groupe Bricorama a connu une marche des affaires plutôt satisfaisante en France alors que dans les autres pays où il exploite des magasins de bricolage la tendance d'activité est d'une façon globale baissière.

Ainsi en France, le chiffre d'affaires ressort à 244,2 millions d'euros en progression de 1,2 %. A périmètre comparable, nos magasins ont progressé ce semestre à l'exception du mois d'avril très fortement impacté par une météo et un comparatif historique défavorables. Le nombre de magasins a assez peu évolué avec cependant la fermeture du magasin de Biganos déjà annoncée et le transfert du magasin de Meaux. Le principal remodeling en cours avec une réouverture début octobre a concerné le magasin de Château-Thierry dans l'est de la France.

L'activité en Belgique est assez proche de l'année précédente mais ressort légèrement négative à périmètre comparable sur l'année précédente. Un nouveau magasin à Olen est venu compléter, en mars, le profil du groupe dans ce pays.

Les Pays-Bas voient leur chiffre d'affaires à périmètre non comparable progresser du fait de la reprise de Goldi au 1^{er} juillet 2011. Cependant, en comparable, la crise profonde que connaît ce pays depuis plus de 4 ans impacte encore l'activité des magasins.

L'Espagne, qui est restée sur un nombre de magasins stable, reste encore cette année très impactée par la crise économique ce qui handicape ses perspectives à court terme même si le groupe reste confiant à moyen terme dans le potentiel de croissance de ses différents points de vente.

L'activité des franchisés est sur ce semestre en progression notable avec en particulier un développement de notre enseigne sur la région parisienne.

II. – Profil du groupe.

Nombre de magasins	Au 30/06/2011	Au 30/06/2012
France	97	94
Pays-Bas	27	32
Espagne	9	9
Belgique	39	41
Franchisés	35	43
TOTAL	207	219

III. – Perspectives / principaux risques / incertitudes / saisonnalités.

En France, le 2^{ème} semestre sera donc marqué par la réouverture du magasin de Château-Thierry. En Belgique, en juillet, le magasin de Roeselare a été transféré sur un site plus porteur et enfin aux Pays-Bas deux remodelings d'envergure ont été réalisés sur les villes de Drachten et Groningen.

Les deux assignations de 2008 vis-à-vis de Bricorama et de ses administrateurs, lancées par la société JG Capital Management, actionnaire minoritaire de Bricorama, à comparaître devant le tribunal de commerce de Créteil dans le cadre de demandes d'indemnisation de respectivement 96,3 millions d'euros et 7,0 millions d'euros au profit de Bricorama SA, sont toujours en cours.

De même la dernière réclamation de JG Capital Management, dans le cadre de conclusions additionnelles relatives aux deux assignations ci-dessus sur d'une part, la somme de 100 millions d'euros correspondant au manque à gagner subi par Bricorama du fait des acquisitions immobilières réalisées par ses dirigeants et d'autre part, la somme de 4 026 556 euros au titre du préjudice subi par l'actionnaire minoritaire correspondant à la perte de chance de JG Capital Management sont également en cours. Ces réclamations sont sans impact sur les comptes de la société.

On soulignera par ailleurs que concernant le différend juridique opposant Bricorama à Mr Bricolage sur le rachat par Bricorama d'un groupe de magasins pour lequel Bricorama a constaté en 2011 une charge exceptionnelle de l'ordre de 6 millions d'euros, le groupe s'est pourvu en Cassation du jugement d'appel rendu en février 2012.

Enfin, il convient de souligner que faisant suite à la décision de justice du 6 janvier 2012 rendue par le tribunal de Grande Instance de Pontoise ordonnant en premier ressort l'interdiction faite à la société Bricorama France, d'employer des salariés le dimanche à 32 magasins de la région parisienne, le syndicat FO a assigné Bricorama France d'avoir à comparaître le 6 juillet 2012 en vue d'obtenir la liquidation des astreintes provisoires et ce pour un montant de 19.530.000 euros.

Le syndicat FO demande également que l'astreinte soit portée de 30.000 euros à 60.000 euros par dimanche en infraction et par établissement, puis au-delà de 6 mois à 90.000 euros.

Au regard de la distorsion de concurrence caractérisée par cette décision de justice, Bricorama, continue à travailler parallèlement à l'obtention de dérogations administratives.

Ainsi Bricorama, avec ses conseils, continue à mettre en œuvre tous moyens pour être en droit, comme la plupart de ses grands concurrents directs, d'ouvrir et d'exploiter ses magasins le dimanche.

Compte-tenu des actions menées par Bricorama et des demandes totalement déraisonnables du syndicat FO il n'est pas possible à l'heure actuelle de mesurer précisément les impacts financiers du jugement du 6 janvier 2012. Concernant l'assignation à comparaître, le juge d'exécution a décidé en date du 14 septembre 2012 un sursis à statuer et reporte sa décision au 9 novembre 2012 dans l'attente de la position de la cour d'appel qui doit rendre son jugement le 31 octobre 2012.

Comme les années précédentes, l'activité bricolage du groupe n'est pas affectée par un phénomène de saisonnalité, au niveau de chaque semestre.

IV. – Compte de résultat consolidé au 30 juin 2012.

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Chiffre d'affaires	10	371 903,0	361 539,2	733 418,1
Autres produits de l'activité		4 590,4	2 067,2	9 757,3
Achats consommés	10	-232 390,8	-221 169,0	-448 553,9
Charges externes		-52 815,6	-52 083,8	-104 476,9
Charges de personnel		-63 876,4	-62 990,7	-127 387,3
Impôts et taxes		-4 831,9	-4 895,3	-8 557,7
Dotations aux amortissements		-7 825,8	-7 766,9	-16 783,8
Dotations aux provisions		-1 386,6	-1 784,5	-1 612,4
Variation de stocks d'en-cours et produits finis		0,0	0,0	0,0
Autres produits et charges d'exploitation	11	2 310,8	3 787,1	5 790,0
Résultat opérationnel courant		15 677,0	16 703,3	41 593,4
Résultat sur cession participations conso		0,0	0,0	1 130,0
Autres produits et charges opérationnels	12	-95,8	-412,0	-2 308,5
Résultat opérationnel		15 581,2	16 291,3	40 415,0
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie		118,6	120,4	172,0
Coût de l'endettement financier brut		-1 683,7	-1 996,6	-3 161,8
Coût de l'endettement financier net		-1 565,1	-1 876,2	-2 989,9
Autres produits et charges financiers		-373,8	-267,0	-841,4
Résultat avant impôt		13 642,3	14 148,1	36 583,7
Impôt sur les bénéfices	13	-4 896,8	-5 469,1	-12 057,5
Quote part mise en équivalence		-29,3	-9,5	-28,3
Résultat des activités destinées à être cédées		0,0	-136,5	-432,7
Résultat net total		8 716,3	8 669,5	24 065,1
Part du groupe		8 575,1	8 654,2	23 941,8
Part des minoritaires		141,2	- 15,3	123,3
Résultat par action (euros)		1,40	1,39	3,86

V. – Autres éléments du Résultat global (retraitements des éléments passés en capitaux propres)

Cet état est présenté en suivant les dispositions de la norme IAS 1 révisée qui impose de présenter dans un tableau séparé les charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres et nommés « Autres éléments du Résultat global ». Le tableau de « Variations des capitaux propres » ne présente donc plus qu'un total « Autres éléments du Résultat global ».

(en milliers d'euros)	30/06/2012	30/06/2011
Résultat net consolidé	8 716,3	8 669,5
Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente		
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	-1 700,1	1 578,2
Différences de conversion	52,0	-31,1
Autres		
Autres éléments du Résultat global (passés en capitaux propres et nets d'impôts)	-1 648,9	1 547,1
Résultat global consolidé (1)	7 067,4	10 216,6
Dont Résultat global part des minoritaires	158,4	8,3
Dont Résultat global part du groupe	6 909,0	10 208,3
Résultat global par action (euros)	1,11	1,64

(1) Le total requis par IAS 1 révisée : « Résultat global consolidé » regroupe les charges et produits comptabilisés directement en résultat de la période et ceux comptabilisés directement en capitaux propres nets d'impôt.

VI. – Etat de situation financière consolidé au 30 juin 2012.
(en milliers d'euros)

Actif	Notes	30/06/2012	31/12/2011
Goodwill	3	173 739,1	173 739,1
Autres immobilisations incorporelles	3	2 816,9	2 604,0
Immobilisations corporelles	3	86 658,8	88 534,0
Participation entreprises associées		247,7	277,0
Autres actifs financiers		9 649,1	9 671,0
Actifs d'impôts non-courants		3 804,3	4 338,1
Autres actifs long terme			
Total actifs non courants		276 916,0	279 163,2
Stocks et en cours	4	241 204,4	224 252,0
Clients et autres débiteurs	5	18 083,5	14 982,7
Créances d'impôt			
Autres actifs courants	5	37 158,0	36 540,6
Actifs d'impôts courants		549,2	1 365,3
Actifs financiers à la juste valeur	6	904,0	17 344,5
Trésorerie et équivalent de trésorerie	6	47 841,3	30 318,7
Total actifs courants		345 740,4	324 803,9
Actifs non courants et groupes d'actifs destinés à être cédés			
Total actif		622 656,4	603 967,2

Passif	Notes	30/06/2012	31/12/2011
Capital		31 106,7	31 106,7
Primes liées au capital		13 412,3	13 412,3
Réserves		235 376,0	221 175,2
Résultat de l'exercice		8 575,1	23 941,8
Intérêts minoritaires		353,0	189,3
Total des capitaux propres		288 823,1	289 825,4
Emprunts et dettes financières à long terme	6 -7	79 635,1	80 681,6
Passif d'impôt non courant		482,7	591,2
Engagement envers le personnel	8	4 487,2	4 555,3
Provision à long terme	8	1 313,2	7 827,6
Autres passifs non courants			0
Total passifs non-courants		85 918,0	93 655,7
Fournisseurs et comptes rattachés	9	94 857,1	75 914,2
Emprunt à court terme	6	84 417,5	79 302,9
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	6	25 601,8	26 598,0
Passif d'impôt courant		2 413,1	3 498,5
Provisions à court terme	8	0	150,0
Autres passifs courants	9	40 625,8	35 022,5
Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés		0	0,0
Total passifs courants		247 915,3	220 486,1
Total passif		622 656,4	603 967,2

VII. – Tableau de variation des capitaux propres consolidés au 30 juin 2012.
(en milliers d'euros)

	Capital	Primes liées au capital	Résultats accumulés	Total capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation à l'ouverture de l'exercice 2011	28 276	13 394	235 707	274 052	92	274 144
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers						
Ecart de conversion			0	-24	-7	-31
Résultat de la période			8 654	8 654	15	8 669
Total des pertes et profits de la période			8 654	8 630	8	8 638
Dividendes versés			-6 207	-6 207	-64	-6 271
Autres variations	2 828		-2 828	0	0	0
Mouvements sur actions propres						
Composante fonds propres des émissions obligataires						
Couvertures taux IAS 39			0	1 578	0	1 578
Stock options IFRS 2						
Situation à la clôture du 1^{er} semestre 2011	31 104	13 394	235 327	278 053	35	278 089

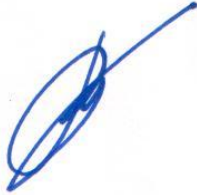
	Capital	Primes liées au capital et réserves	Résultats accumulés	Total capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation à l'ouverture de l'exercice 2012	31 107	5 125	253 396	289 630	195	289 825
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers						
Ecart de conversion				35	17	52
Résultat de la période	0		8 575	8 575	141	8 716
Total des pertes et profits de la période						
Dividendes versés			-8 069	-8 069		-8 069
Autres variations						
Mouvements sur actions propres						
Composante fonds propres des émissions obligataires						
Couvertures taux IAS 39		-1 701		-1 701		-1 701
Stock options IFRS 2						
Situation à la clôture du 1^{er} semestre 2012	31 107	3 424	253 902	288 470	353	288 823

VIII. Tableau consolidé des flux de trésorerie.
(en milliers d'euros)

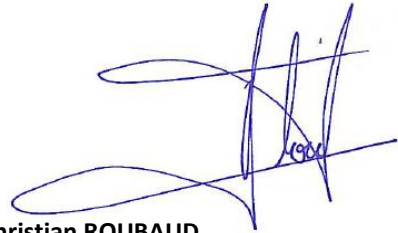
	30/06/2012	30/06/2011
Résultat net total consolidé	8 716	8 669
Ajustements :		
Elimination des mises en équivalence	29	9
Elimination des amortissements et provisions	1 093	8 310
Elimination des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	99	227
Autres produits et charges sans incidence trésorerie	12	0
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	9 949	17 216
Elimination de la charge (produit) d'impôt	4 861	5 469
Elimination du coût de l'endettement financier net	1 565	1 876
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	16 398	24 562
Incidence de la variation du BFR	4 561	2 171
Impôts payés	-4 727	-5 693
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	16 232	21 039
Incidence des variations de périmètre		0
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-6 278	-13 591
Acquisitions d'actifs financiers	-1	-17 102
Variation des prêts et avances consentis	-204	-10 926
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	12	125
Cessions d'actifs financiers	0	2
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-6 470	-41 491
Augmentations de capital		0
Emissions d'emprunts	18 097	35 153
Remboursements d'emprunts	-17 040	-16 742
Intérêts financiers nets versés	-1 564	-1 876
Dividendes payés aux actionnaires du groupe	-8 069	-6 207
Dividendes payés aux minoritaires	0	-64
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	-8 578	10 263
Incidence des variations des taux de change	33	-29
Incidence des changements de principes comptables		
Variation de la trésorerie	1 216	-10 217
Trésorerie d'ouverture	8 112	18 362
Trésorerie de clôture	9 328	8 144

IX. Déclaration des personnes physiques assurant la responsabilité du rapport financier

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.



Jean-Claude BOURRELIER
Président Directeur Général



Christian ROUBAUD
Directeur Administratif et Financier

X. Annexes aux comptes semestriels consolidés.

Note 1. – Informations générales

Bricorama SA et ses filiales exploitent en France, au Benelux et en Espagne un réseau de magasins de grandes surfaces de bricolage sous les enseignes Bricorama et Batkor en France et en Espagne, Gamma et Karwei au Benelux.

Bricorama SA est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé ZAC des Boutareines – 94 350 Villiers-sur-Marne.

La société est cotée sur le marché Nyse Alternext sous le numéro FR 0000054421 depuis le 26 juillet 2011.

Ces états financiers consolidés ont été arrêtés le 08 octobre 2012 par le Conseil d'Administration. Ils sont exprimés en milliers d'euros arrondis à une décimale, sauf indication contraire.

Note 2. – Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Note 2.1 : Base de préparation des états financiers

Les états financiers consolidés du groupe Bricorama ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les états financiers consolidés ont été établis selon la convention des coûts historiques et d'une comptabilité d'engagements à l'exception des actifs financiers disponibles à la vente et des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La préparation de comptes consolidés conformes aux normes IFRS nécessite la prise en compte par la direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'éléments d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et les passifs éventuels mentionnés dans les annexes, ainsi que les charges et les produits du compte de résultat. Les montants effectifs révélés ultérieurement peuvent être différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les filiales du groupe appartenant essentiellement à la zone euro (€), il n'y a pas lieu d'effectuer de calcul de conversion sauf Bricorama Asia Ltd intégrée en Hong-Kong dollars (HK\$).

Note 2.2 : Périmètre et méthodes de consolidation

2.2.1. Périmètre

Les états financiers consolidés du groupe Bricorama comprennent les comptes de Bricorama SA et de toutes les filiales dans lesquelles Bricorama SA exerce directement ou indirectement un contrôle.

La liste des sociétés du périmètre figure en note 15. Les variations de périmètre sont données en note 3.

Les comptes de toutes les filiales sont arrêtés à la date du 30 juin 2012.

2.2.2. Méthode de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce directement ou indirectement un contrôle majoritaire sont intégrées globalement. Les sociétés Bouwmarkt Ypenburg BV et Bricoried qui exploite depuis début 2010 un magasin franchisé Bricorama sont consolidées par mise en équivalence.

2.2.3. Information sectorielle

Un secteur d'activité est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs d'activité. Un secteur géographique est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres environnements économiques dans lesquels le groupe opère.

La norme IFRS 8 qui remplace la norme IAS 14, conduit à présenter une information sectorielle fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs. En application de cette

nouvelle norme, le groupe a retenu 4 secteurs à présenter et donne pour chacun d'eux les principaux agrégats financiers utilisés par la Direction pour piloter le groupe (cf. note 14). L'application de cette norme n'a pas d'effet sur le résultat ni sur la situation financière du groupe.

Les 4 secteurs retenus par le groupe sont les suivants :

- activité en France pour l'exploitation des magasins en France, y compris l'activité franchise ;
- activité au Benelux pour l'exploitation des magasins du Benelux ;
- activité en Espagne pour l'exploitation des magasins en Espagne ;
- activité Asie relative aux opérations de sourcing.

2.2.4. Transactions internes

Les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes à l'ensemble consolidé sont éliminés.

2.2.5. Comptabilisation des opérations en devises

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties au cours de change en vigueur à la date de l'opération ou au taux de la couverture de change qui leur est affectée, le cas échéant. En fin d'exercice, les actifs et passifs libellés en devises étrangères et non couverts sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes.

Les pertes et les profits de change découlant du dénouement de ces transactions et ceux découlant de la conversion sont comptabilisés en résultat.

Note 2.3 : Postes du bilan

2.3.1. Immobilisations incorporelles

- Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Par ailleurs, les écarts d'acquisition tiennent également compte des fonds de commerce acquis lors des rachats directs de magasins.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ». Selon la norme IAS 36 « Dépréciations d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, catégorie limitée pour le groupe aux écarts d'acquisition et aux fonds de commerce.

Pour ce test, les écarts d'acquisition sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie, qui correspondent à des ensembles homogènes générant conjointement des flux de trésorerie identifiables. Les modalités des tests de perte de valeur des Unités Génératrices de Trésorerie sont détaillées en note 2.3.6. En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite en marge opérationnelle.

- Logiciels

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés. Ces coûts sont amortis sur la durée d'utilité estimée des logiciels.

2.3.2. Immobilisations corporelles

- Valeur brute

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location-financement tels que définies par la norme IAS 17 « Contrats de location », sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements minimaux futurs ou pour leur valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passif financier. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous.

- Amortissement

Le groupe n'a pas retenu de valeur résiduelle pour ses immobilisations, la plupart des actifs étant destinés à être utilisés jusqu'à la fin de leur durée de vie et il n'est, en règle générale, pas envisagé de les céder.

L'amortissement des immobilisations corporelles à l'exception des terrains est calculé suivant le mode linéaire en fonction de leurs composants et de leur durée d'utilité effective.

Composants constructions	20 ans
Composants toitures	10 ans
Agencements et aménagements.....	entre 10 et 15 ans
Installations techniques	entre 7 et 10 ans
Matériels et outillages.....	entre 5 et 7 ans
Matériels de transport	4 ans
Matériels et mobiliers de bureau	entre 3 et 5 ans

2.3.3. Contrats de location-financement

Tous les contrats de crédit-bail immobilier, de crédit-bail mobilier significatifs, de baux commerciaux et de location et de sous-location sont testés pour être qualifiés en contrat de location-financement ou de location simple.

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs.

Ces immobilisations sont amorties suivant la méthode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée, déterminée selon les mêmes critères que ceux utilisés pour les immobilisations dont le groupe est propriétaire ou bien, en fonction de la durée du contrat. La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif.

Les immobilisations corporelles déterminées en vertu de location financière sont enregistrées au bilan à la juste valeur ou, si cette valeur est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location déterminée, chacune au commencement du contrat de location.

Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

2.3.4. Immobilisations financières

Les titres de participation des sociétés non consolidées figurent au bilan à leur prix de revient. Une provision pour dépréciation des titres non consolidés est constituée lorsque la juste valeur est inférieure à la valeur d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres significatifs est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette détenue éventuellement corrigée et des perspectives.

Les actifs financiers comprennent essentiellement des dépôts de garantie versés dans le cadre de baux commerciaux. En cas de risque de non recouvrabilité, l'éventuelle perte de valeur fait l'objet d'une provision.

2.3.5. Actifs destinés à être cédés

Les actifs et passifs qui sont immédiatement disponibles pour être vendus, et dont la vente est hautement probable, sont classés en actifs et passifs destinés à être cédés.

Quand plusieurs actifs sont destinés à être cédés lors d'une transaction unique, on considère le groupe d'actifs dans son ensemble ainsi que les passifs qui s'y rattachent.

Les éventuels actifs, ou groupes d'actifs, destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur nette comptable et la juste valeur nette des coûts de cession. En application de la norme IAS 12, un impôt différé est constaté sur la différence entre la valeur en consolidation des titres cédés et leur valeur fiscale.

Ils sont classés respectivement sur deux lignes du bilan consolidé et sur une ligne du compte de résultat.

A chaque clôture, la valeur des actifs et passifs est revue afin de déterminer s'il y a lieu de constater une perte ou un profit dans le cas où la juste valeur nette des coûts de cession aurait évolué.

2.3.6. Dépréciation des actifs

Les immobilisations ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties et sont soumises à un test annuel de dépréciation. Ce test est réalisé lors de la clôture annuelle.

Les actifs amortis sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'en raison de circonstances ou d'événements particuliers, la recouvrabilité de leur valeur comptable est mise en doute ce qui constitue un indice de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif.

Le principal indice de perte de valeur retenu et considéré comme pertinent dans la distribution d'articles de bricolage correspond au taux de baisse du chiffre d'affaires d'un fonds de commerce par rapport à l'année précédente. Le principal événement défavorable pouvant impacter le chiffre d'affaires est l'évolution de la concurrence.

Les tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur valeur vénale et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Pour les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles, un test de dépréciation est effectué chaque année selon les modalités suivantes :

Les écarts d'acquisition sont affectés aux Unités Génératrices de Trésorerie du groupe correspondant aux zones géographiques dans lesquelles les activités sont exercées (France, Benelux, Espagne).

La valeur recouvrable des Unités Génératrices de Trésorerie est déterminée sur la base des calculs de la valeur d'utilité. Ces calculs sont effectués à partir de la projection des *free cash flows* sur cinq ans basée sur le plan d'affaires de la Direction. Les flux de trésorerie sont extrapolés à partir des taux de croissance estimés indiqués ci-après. Le taux de croissance retenu ne saurait dépasser le taux de croissance moyen à long terme du secteur d'activité de l'Unité Génératrice de Trésorerie.

La Direction a budgété les résultats des Unités Génératrices de Trésorerie en fonction des performances passées et du développement du marché qu'elle anticipe. Les taux de croissance moyens pondérés utilisés sont cohérents avec les prévisions figurant dans les rapports sur le secteur d'activité. Les taux d'actualisation utilisés reflètent les risques inhérents au secteur concerné.

Compte-tenu du contexte économique particulièrement difficile en Espagne sur ce semestre, un test d'impairment a été réalisé sur l'Espagne sur la base d'un taux d'actualisation revu à 11,04 % et calculé sur la valeur d'utilité au 30 juin 2012.

Le taux d'actualisation a été déterminé à partir du taux d'un placement sans risque à 2,9 % et des trois primes de risque, l'une liée au marché, l'autre aux pays et la dernière à la taille.

Au 30 juin 2012, les tests réalisés sur l'Espagne n'ont pas entraîné de constatation de dépréciation.

Des tests de sensibilité ont été également réalisés sur l'Espagne sur les valeurs déterminées à partir des projections des free cash flow. Ces tests portent sur une modification :

- Du taux de croissance du chiffre d'affaires sur la période n+3 à n+5 et à l'infini de + ou - 1,0 %
- Du taux d'actualisation de + ou - 0,50 %.

Concernant l'UGT Espagne, une dépréciation de la valeur d'utilité serait à envisager pour un montant de 2,18 millions d'euros, en cas d'une baisse du taux de croissance de - 1 % par rapport aux hypothèses budgétaires initialement envisagées, associée à un taux d'actualisation majoré de 0,50 %.

2.3.7. Stocks

Les stocks ne correspondent qu'à des valeurs de marchandises. Ils sont comptabilisés selon la méthode du coût d'achat en tenant compte de l'incidence des ristournes, de l'escompte et des participations publicitaires à l'exception de celles facturées à l'occasion de l'ouverture de magasins ainsi que des coûts accessoires d'achats. Lorsque la valeur de réalisation est inférieure au coût d'achat, une provision pour décote est constituée à hauteur de la différence entre la valeur brute et la valeur probable de réalisation. Les décotes sur stocks sont calculées entre autre, sur la base d'un inventaire en magasins des produits pour lesquels une remise est nécessaire, et par rapport à une approche statistique sur les rotations.

2.3.8. Actifs et passifs financiers

2.3.8.1. Actifs financiers

En application de la norme IAS 39, les actifs financiers sont classés suivant l'une des cinq catégories suivantes :

- Les actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat ;
- Les dérivés ;
- Les prêts et créances ;
- Les actifs détenus jusqu'à échéance ;
- Les actifs disponibles à la vente.

La classification détermine le traitement comptable de ces instruments. Elle est déterminée par le groupe à la date de comptabilisation initiale, en fonction de l'objectif suivant lequel ces actifs ont été acquis. Les achats et ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction, date à laquelle le groupe est engagé dans l'achat ou la vente de l'actif.

a. Les actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat

Il s'agit d'actifs financiers détenus par le groupe à des fins de réalisation d'un profit de cession à court terme, ou encore d'actifs financiers volontairement classés dans cette catégorie.

Ces actifs sont évalués à la juste valeur avec enregistrement des variations de valeur en résultat.

Classés en actifs courants dans les équivalents de trésorerie, ces instruments financiers comprennent notamment les parts d'OPCVM de trésorerie.

b. Les prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers, dont les paiements sont déterminés ou déterminables, qui ne sont pas cotés sur un marché actif et qui ne sont ni détenus à des fins de transaction ni disponibles à la vente.

Ces actifs sont évalués initialement à la juste valeur, puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré, la juste valeur est assimilée au montant de la facture d'origine sauf si le taux d'intérêt effectif a un impact significatif.

Ces actifs font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

Les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances et les créances commerciales sont inclus dans cette catégorie. Ils figurent en actifs financiers et en créances commerciales.

c. Les actifs détenus jusqu'à échéance

Les actifs détenus jusqu'à échéance sont des actifs financiers, autres que les prêts et les créances, ayant une échéance fixée, dont les paiements sont déterminés ou déterminables, et que le groupe a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à cette échéance. Ces actifs sont comptabilisés initialement à la juste valeur puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ils font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

Les actifs détenus jusqu'à échéance sont présentés en actifs financiers.

d. Les actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente sont des actifs financiers qui ne font pas partie des catégories précitées. Ils sont évalués à la juste valeur. Les plus ou moins-values latentes constatées sont comptabilisées dans les capitaux propres jusqu'à leur cession. Cependant, lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation d'un actif disponible à la vente, la perte cumulée est comptabilisée en résultat. Les dépréciations constatées sur les titres à revenus variables ne peuvent pas être reprises lors d'un arrêté ultérieur.

La juste valeur correspond, pour les titres cotés, à un prix de marché. Pour les titres non cotés, elle est déterminée par référence à des transactions récentes ou par des techniques de valorisation qui intègrent des données de marché fiables et observables. Toutefois, lorsqu'il est impossible d'estimer raisonnablement la juste valeur d'un titre, ce dernier est évalué au coût historique. Ces actifs font alors l'objet de tests de dépréciation afin d'en apprécier le caractère recouvrable.

Cette catégorie comprend principalement les titres de participation non consolidés et les valeurs mobilières qui ne répondent pas aux autres définitions d'actifs financiers.

2.3.8.2. Dettes financières et intérêts financiers

Les passifs financiers sont essentiellement constitués des emprunts bancaires, des découverts bancaires et des emprunts sur location-financement.

Les dettes financières sont initialement comptabilisées à leur juste valeur qui correspond au montant des fonds reçus net des coûts de transaction afférents.

Les charges financières sur dettes financières sont comptabilisées en charge en fonction de la durée de l'engagement sur la base du taux d'intérêt effectif. La prise en compte de ce taux d'intérêts effectif n'est appliquée qu'après réalisation de tests sur tous les nouveaux contrats d'emprunts et uniquement si les impacts sur les comptes consolidés sont significatifs.

Les dettes financières sont classées en éléments courants si elles sont exigibles ou renouvelables dans le délai d'un an au maximum.

2.3.8.3. Instruments dérivés

Selon les règles du groupe, les différentes sociétés consolidées ne doivent prendre aucune position spéculative en matière financière. Par conséquent, tous les instruments dérivés conclus par les sociétés du groupe ne le sont qu'à des fins de couverture.

En matière de risque de taux, les dettes et prêts financiers à taux fixe couverts par des swaps de taux sont valorisés au bilan à leur valeur de marché. Les variations de juste valeur de ces dettes sont enregistrées dans le coût de l'endettement financier, et compensées par la comptabilisation des variations de juste valeur des dérivés de couverture attachés. Les dettes et prêts financiers à taux variable sont valorisés au coût qui correspond à la juste valeur de marché. Les swaps ou caps qui les couvrent sont valorisés au bilan à leur valeur de marché et les variations de leur valeur pour leur partie efficace sont enregistrées directement en capitaux propres sur la ligne « couverture des taux IAS 39 » sur le tableau de variation des capitaux propres consolidés.

La juste valeur des instruments dérivés de taux est leur valeur de marché. Cette valeur de marché communiquée par les banques et par une société financière spécialisée est calculée par actualisation des flux futurs au taux d'intérêt en vigueur à la clôture. La société retient la valeur la moins favorable par prudence.

2.3.9. Comptes de régularisation d'actifs

Les comptes de régularisation d'actifs comprennent les charges payées d'avance imputables à la période suivante.

2.3.10. Provisions pour risques et charges

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers résultant d'événements passés et dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Si le montant ou l'échéance ne peuvent être estimés avec suffisamment de fiabilité, il s'agit alors d'un passif éventuel constituant un engagement du groupe sauf dans le cadre des acquisitions dont les passifs éventuels sont comptabilisés au bilan consolidé.

Les provisions significatives pour autres passifs dont les dates de paiement peuvent être anticipées font l'objet d'une actualisation.

2.3.11. Avantages du personnel

Le groupe comptabilise en provisions les avantages du personnel résultant des contrats à prestations définies. Ils concernent les engagements de retraite en France et les couvertures d'assurance retraite en Belgique. Conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite et assimilés en France sont évalués en interne. La méthode d'actualisation retenue, identique pour tout le groupe, s'appuie cependant sur des hypothèses propres à chaque pays (taux de cotisation, turnover, progression salariale).

2.3.12. Capital

- Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu

Des options d'achat et de souscription d'actions sont accordées aux cadres dirigeants et à certains salariés du groupe. Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options sont évaluées à la date d'octroi. Le groupe utilise pour les valoriser le modèle mathématique Black & Scholes. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.

La valeur des options est notamment fonction de leur durée de vie attendue, que le groupe estime correspondre à leur période d'indisponibilité fiscale. Cette valeur est enregistrée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date de maturité – période d'acquisition des droits – avec une contrepartie directe en capitaux propres.

Conformément à la norme IFRS 2, seuls les plans accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis le 1^{er} janvier 2005 sont évalués et comptabilisés en charges de personnel. Les plans antérieurs au 7 novembre 2002 ne sont pas évalués et restent non comptabilisés.

- Titres d'autocontrôle

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

2.3.13. Impôts sur les résultats

1/. La loi de finance 2010 n° 2009-1673, a supprimé la taxe professionnelle et la remplace par la Contribution Economique Territoriale (CET), constituée de deux composantes qui s'additionnent :

- La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)
- La Cotisation sur la Valeur Ajoutée (CVAE)

La CVAE, qui selon l'analyse du groupe répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12.2 (« impôts dus sur la base des bénéfices imposables ») est classée en impôt sur le résultat.

2/. Le groupe comptabilise des impôts différés selon la méthode du report variable pour l'ensemble des différences temporaires entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables des actifs et passifs enregistrées au bilan consolidé à l'exception :

- des écarts d'acquisition ;
- des écarts d'évaluation portant sur des actifs incorporels non amortis ne pouvant être cédés séparément de l'entreprise acquise.

Les impôts non récupérables relatifs aux propositions de distribution de dividendes des entités consolidées sont provisionnés. Aucun impôt n'est provisionné au titre de la distribution éventuelle de réserves.

Les impôts latents sur les éléments d'actifs incorporels réévalués dans les comptes individuels ne sont pas provisionnés tant que la cession des biens concernés n'est pas envisagée.

Les actifs d'impôts différés correspondant à des déficits fiscaux reportables ne sont pris en compte qu'en cas de probabilité de récupération calculée sur la base de comptes prévisionnels de résultat opérationnel courant à 5 ans démontrant l'existence probable de bénéfices imposables attendus à moyen terme. Conformément à la norme IFRS 3, ces actifs d'impôts différés peuvent donner lieu à une diminution de la valeur de l'écart d'acquisition constaté au moment de l'acquisition de l'entité concernée.

Note 2.4 : Postes du compte de résultat

2.4.1. Reconnaissance du revenu

Le chiffre d'affaires est constitué par les ventes et les prestations de services à des tiers. Les ventes sont enregistrées à leur juste valeur dans le compte de résultat lorsque les risques et les avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur. Le chiffre d'affaires est retraité du montant acquis par les porteurs de la carte Bricobonus, conformément à la norme comptable IFRIC 13.

2.4.2. Autres produits et charges opérationnels

Ce poste recouvre les éléments d'un montant significatif qui ne correspondent pas à l'activité courante (résultat de cessions d'actifs, indemnités diverses).

2.4.3. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel comprend l'ensemble des produits et des charges autres que le résultat financier et l'impôt sur les sociétés.

2.4.4. Charges financières nettes

Ce poste inclut les charges d'intérêts sur les fonds empruntés à l'extérieur, y compris les obligations remboursables en actions.

Il comprend également :

- les différences de change sur les actifs et passifs financiers ;
- les variations de juste valeur des instruments dérivés de taux d'intérêt et de change affectant le compte de résultat ;
- les effets de l'actualisation des actifs et des passifs financiers ;
- les variations de la valeur recouvrable des titres de participations non consolidés ;
- les écarts de conversions ;
- les dividendes ;
- les produits d'intérêts.

Les dividendes sont enregistrés en résultat lorsqu'ils ont été votés par l'Assemblée Générale de la société qui les distribue. Les produits d'intérêts sont inscrits en « prorata temporis » en tenant compte du taux d'intérêt effectif de l'instrument financier auquel ils se rattachent.

2.4.5. Détermination du résultat net par action

Le résultat net par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net consolidé part du groupe par le nombre d'actions composant le capital au 30 juin, y compris les actions détenues en propre.

Le résultat net consolidé part du groupe dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante. Ce calcul repose sur l'hypothèse que toutes les options seront souscrites par voie d'augmentation de capital.

Ce résultat n'est pas présenté en l'absence d'options existantes.

2.4.6. Evénements postérieurs à la clôture

La valeur des actifs et passifs à la date du bilan est ajustée lorsque des événements altèrent les montants relatifs aux situations existant à la date de clôture.

Ces ajustements ont lieu jusqu'à la date d'approbation des comptes par le Conseil d'Administration.

Il n'existe pas d'autres événements modifiant l'état des actifs et des passifs à la date de clôture.

Note 3. – Immobilisations.

(en milliers d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Valeur brute		
Immobilisations incorporelles	186 309,2	185 552,5
<i>Dont goodwill</i>	174 770,2	174 770,2
Immobilisations corporelles	210 896,0	205 801,5
Amortissements/Dépréciations		
Immobilisations incorporelles	-9 753,2	-9 209,3
<i>Dont goodwill</i>	-1 031,1	-1 031,1
Immobilisations corporelles	-124 237,2	-117 266,8
Valeur nette		
Immobilisations incorporelles	176 556,0	176 343,1
<i>Dont goodwill</i>	173 739,1	173 739,1
Immobilisations corporelles	86 658,8	88 534,0

L'évolution du poste immobilisations provient essentiellement des investissements informatiques et des investissements courants des magasins du groupe.

Il n'existe aucun impact entraînant une augmentation ou une diminution du goodwill.

En l'absence sur ce semestre d'autres entrées et sorties sur le périmètre d'intégration, le bilan et le compte de résultat du groupe n'intègre aucune variation de périmètre

Note 4. – Stocks.

(en milliers d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Stocks de marchandises bruts	242 950,3	225 734,7
Provisions sur stocks	-1 745,9	-1 482,7
Stocks de marchandises nets	241 204,4	224 252,0

Les stocks sont en quasi-totalité constitués de marchandises. Leur évolution résulte principalement des phénomènes de saisonnalité spécifiques aux stocks.

Note 5. – Clients et autres débiteurs.

(en milliers d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Clients et comptes rattachés	19 785,8	16 682,2
Créances sur personnel et organismes sociaux	767,9	1 577,2
Créances fiscales – hors IS	5 308,7	3 975,6
Comptes courants – actifs	596,2	670,9
Autres créances	25 339,6	27 626,8
Charges constatées d'avance	5 684,9	3 264,1
Total autres actifs courants	37 697,2	37 114,8
Provisions clients et comptes rattachés	-1 702,3	-1 699,5
Provisions autres créances et intérêts courus	-539,2	-574,2
Total des provisions	-2 241,5	-2 273,6
Autres actifs courants, clients et créances	55 241,5	51 523,3

Note 6. – Evolution de la trésorerie et endettement.

6.1. Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Valeurs mobilières de placement	904,0	17 344,3
Disponibilités	47 841,3	30 318,8
Intérêts courus non échus sur disponibilités	0	0
Total	48 745,3	47 663,1

6.2. Emprunt

(en milliers d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Dettes envers les établissements de crédit	74 025,0	74 814,4
Dettes sur immobilisations en location-financement	5 395,0	5 570,2
Juste valeur des instruments financiers de couverture de taux d'intérêt long terme		
Emprunts et dettes financières diverses	215,0	296,9
Total des emprunts portant intérêt non courants	79 635,0	80 681,6
Dettes envers les établissements de crédit	25 181,9	26 027,6
Concours bancaires courants	84 391,4	79 302,9
Dettes sur immobilisations en location-financement	420,0	483,4
Intérêts courus non échus	0	0
Dettes financières diverses	26,1	87,0
Total des emprunts portant intérêt courants	110 019,4	105 900,9
Total emprunts	189 654,3	186 582,5

6.3. Endettement net

(en milliers d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Trésorerie et équivalent de trésorerie	48 745,3	47 663,1
Emprunt	189 659,3	186 582,5
Endettement net	140 914,0	138 919,4

L'endettement net au 30 juin 2012 s'élève à 140,9 millions d'euros contre 149,1 millions d'euros au 30 juin 2011 et 138,9 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Au cours de ce premier semestre, le groupe a remboursé 17 millions d'euros et a souscrit pour 18 millions d'euros d'emprunts nouveaux à moyen et court terme.

Note 7. – Instruments financiers dérivés

Afin de gérer son exposition aux risques de change et de taux d'intérêt qui découlent de ses opérations courantes, le groupe utilise des instruments dérivés négociés avec des contreparties de premier plan.

Conformément aux règles du groupe, ces instruments dérivés de change et de taux d'intérêt sont mis en place exclusivement à des fins de couverture.

a. Couverture du risque de change

Le groupe est exposé au risque de change sur des transactions commerciales comptabilisées au bilan et sur des transactions futures ayant un caractère hautement probable.

La politique du groupe en matière d'exposition au risque de change sur ses opérations commerciales futures est de couvrir au minimum 80 % du risque de change par des instruments dérivés dès lors que les budgets d'exploitation sont arrêtés dans les filiales du groupe.

L'ensemble des flux futurs en devises du groupe fait l'objet de prévisions détaillées à l'horizon de l'année budgétaire à venir. Les risques de change mis en évidence sont couverts par des achats ou des ventes à terme ou par des options, afin de réduire au maximum la position de change par devises de chaque filiale. La durée de vie de ces instruments est en adéquation avec les flux de règlement du groupe.

Les sociétés du groupe ayant par ailleurs l'obligation d'emprunter et de placer leur trésorerie dans leur propre devise, les risques de change générés par la gestion de leur trésorerie courante sont pratiquement inexistants.

Les instruments financiers dérivés détenus dans un but de couverture du risque de change ont tous une maturité inférieure à 18 mois à l'origine et se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	Nominal		Valeur de marché	
	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2011
Change à terme				
Achat d'euros contre devises				
Dont EUR/USD	758	4 165	+18	+478
Options de change				
Dont options EUR/USD				
Total options de change et change à terme	758	4 165	+18	+478

La juste valeur des instruments dérivés est leur valeur de marché. Le groupe n'a pas de positions en devises significatives non couvertes au bilan.

b. Couverture du risque de taux d'intérêt

Le groupe se refinance principalement à taux variables et utilise des instruments dérivés de taux pour réduire l'exposition nette au risque de taux d'intérêt. Ceux-ci ne sont jamais détenus à des fins spéculatives.

Ces instruments dérivés sont principalement des contrats d'échange (swaps) et d'options de taux d'intérêt (achats de caps) négociés de gré à gré.

Les valeurs de marché de ces instruments telles que détaillées ci-dessous sont à mettre en regard des valeurs de marché des dettes qu'ils couvrent.

Les instruments dérivés de taux sont les suivants :

(en milliers d'euros)	Notionnel		Valeur de marché	
	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2011
Couverture de flux de trésorerie	340 000	300 000	-7 164	-5 463
Couverture de juste valeur				
Dérivés non qualifiés				
Total	340 000	300 000	-7 164	-5 463

La juste valeur des instruments dérivés de taux est la valeur de marché. La valeur de marché des instruments financiers de taux est calculée par actualisation des flux futurs au taux d'intérêt en vigueur à la clôture.

Les échéances des instruments dérivés de taux ventilés par nature de couverture se déclinent comme suit (les contrats dont la durée d'exécution est supérieure à 12 mois sont classés à plus d'1 an.) :

(en milliers d'euros)	31/12/11			30/06/12			Total juste valeur au 30/06/12
	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	
Couverture de flux de trésorerie							
Swaps de taux emprunteurs taux fixe	45 000	255 000		30 000	300 000		-7 124
Caps achats					10 000		-40
Couverture de flux de juste valeur							
Swaps de taux emprunteurs taux variable							
Dérivés non qualifiés							
Swaps de taux variable/variable							
Total	45 000	255 000		30 000	310 000		-7 164

Note 8. – Provisions pour autres passifs.

(en milliers d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Engagement envers le personnel	4 487,1	4 555,3
Autres provisions	1 313,2	7 827,5
Provisions non courantes	5 800,4	12 382,9
Provisions courantes	0	150,0
Total	5 800,4	12 532,9

Note 9. – Fournisseurs et autres passifs courants.

(en milliers d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Dettes fournisseurs	94 800,0	75 856,9
Dettes sur acquisitions actifs	57,6	57,6
Total fournisseurs et autres	94 857,1	75 914,5
Dettes sociales	19 255,1	22 264,3
Dettes fiscales	6 344,4	7 419,3
Comptes courants - passif	8 391,8	305,8
Autres dettes	6 355,6	4 966,5
Produits constatés d'avance	278,8	66,6
Total Général	135 482,9	110 936,9

Note 10. – Chiffre d'affaires et marge commerciale.

(en milliers d'euros)	30/06/2012	30/06/2011
Vente de marchandises	371 903,0	361 539,2
Coût d'achat des marchandises vendues	-232 390,8	-221 169,0
Marge commerciale	139 512,2	140 370,2

Le chiffre d'affaires au 30 juin 2012 est en progression de 2,9 % par rapport au 30 juin 2011.

Le taux de marge consolidée est en baisse au premier semestre 2012 à 37,5 %. Ceci résulte à l'étranger, d'une politique commerciale plus agressive. Quant à la France, la baisse constatée sur la marge est pour l'essentiel compensée par une hausse du poste « autres produits ».

Note 11. – Autres produits et charges d'exploitation.

(en milliers d'euros)	30/06/2012	30/06/2011
Autres produits et charges d'exploitation	2 310,8	3 787,1
Total	2 310,8	3 787,1

Note 12. – Autres produits et charges opérationnels.

(en milliers d'euros)	30/06/2012	30/06/2011
Plus ou moins values de cession d'actifs non courants corporels et incorporels	-98,6	-209,6
Variation nette des provisions pour risques et charges	2,8	-107,9
Dépréciation d'actifs non courants	0,0	-94,5
Total	-95,8	-412,0

Note 13. – Charge d'impôt sur les sociétés

(en milliers d'euros)	30/06/2012
Résultat avant impôt	13 613,0
Impôt au taux normal France	4 914,3
Impôt réel	4 896,7
Ecart d'impôt	17,6
Effet des variations de taux d'imposition	-595,8
Effet des différences permanentes	-223,7
Déficits reportables	481,2
Redressements fiscaux et autres différences	355,8
Total	17,6

Note 14. – Compte de résultat sectoriel.

30/06/2012 <i>(en milliers d'euros)</i>	France	Benelux	Espagne	Asie	Autres	Elim. par secteurs	Total
Chiffre d'affaires	244 224,4	116 386,7	11 388,1	0	0	-96,2	371 903,0
Autres produits de l'activité	4 532,1	763,8	23,5	583,1	0	-1 312,1	4 590,4
Achats consommés	-153 228,3	-72 571,2	-7 270,6	0	0	679,3	-232 390,8
Charges externes	-33 733,6	-17 103,2	-2 657,6	-47,7	-2,4	728,9	-52 815,6
Charges de personnel	-44 200,0	-17 682,9	-1 920,1	-73,3	0	0	-63 876,5
Impôts et taxes	-4 069,5	-760,4	-1,0	0	-1,0	0	-4 831,9
Dotations aux amortissements	-4 431,9	-3 044,9	-344,3	-4,6	0	0	-7 825,8
Dotations aux provisions	-1 247,2	-134,1	-5,2	0	0	0	-1 386,6
Variation stocks d'encours et de produits finis							
Autres produits et charges d'exploitation	2 204,4	128,9	-22,4	0	0	0	2 310,8
Résultat opérationnel courant	10 050,2	5 982,7	-809,8	457,5	-3,4	0	15 677,0
Résultat sur cession de participations consolidées							
Autres produits et charges opérationnels	-109,9	5,1	9,0	0	0	0	-95,8
Résultat opérationnel	9 940,3	5 987,8	-800,8	457,5	-3,4	0	15 581,3
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	27,4	91,2	0	0	0	0	118,6
Coût de l'endettement financier brut	-1 242,2	-403,6	-37,9	0	0	0	-1 683,7
Coût de l'endettement financier net	-1 214,7	-312,5	-37,9	0	0	0	-1 565,1
Autres produits et charges financiers	691,4	-827,5	-199,7	-29,8	18,0	-26,2	-373,8
Résultat avant impôt	9 417,0	4 847,8	1 038,5	427,7	14,6	-26,2	13 642,3
Charges d'impôt	-3 842,4	-1 054,3	0	0	0	0	-4 896,7
Quote-part de résultat mise équivalence	-28,2	-1,1	0	0	0	0	-29,3
Résultat activités destinées à être cédées							
Résultat net total	5 546,4	3 792,4	-1 038,5	427,7	14,6	-26,2	8 716,3
Part du groupe	5 546,3	3 792,4	-1 038,4	286,5	14,6	-26,2	8 575,1
Part des minoritaires	0	0	0	141,1	0	0	141,2

30/06/2011 <i>(en milliers d'euros)</i>	France	Benelux	Espagne	Eoli- ennes	Asie	Elim. par secteurs	Total
Chiffre d'affaires	241 342	108 072	12 229	0	0	-104	361 539
Autres produits de l'activité	2 050	567	45	0	255	-850	2 067
Achats consommés	-147 760	-66 349	-7 394	0	0	334	-221 169
Charges externes	-34 136	-15 593	-2 900	-3	-48	595	-52 084
Charges de personnel	-44 674	-15 859	-2 402	0	-55	0	-62 991
Impôts et taxes	-4 058	-832	-4	0	0	0	-4 895
Dotations aux amortissements	-4 605	-2 823	-337	0	-1	0	-7 767
Dotations aux provisions	-1 746	-34	-3	0	0	0	-1 784
Variation stocks d'encours et de produits finis							
Autres produits et charges d'exploitation	3 794	-18	-13	0	0	25	3 787
Résultat opérationnel courant	10 207	7 129	-780	-3	151	0	16 703
Résultat sur cession de participations consolidées							
Autres produits et charges opérationnels	-221	-77	-20	-94	0	0	-412
Résultat opérationnel	9 986	7 051	-800	-97	151	0	16 291
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	34	85	0	0	0	0	120
Coût de l'endettement financier brut	-1 643	-295	-58	0	0	0	-1 997
Coût de l'endettement financier net	-1 609	-209	-58	0	0	0	-1 876
Autres produits et charges financiers	1 190	-986	-256	-57	0	-157	-267
Résultat avant impôt	9 657	5 855	-1 114	-154	151	-157	14 148
Impôt sur les bénéfices	-4 052	-1 433	16	0	0	0	-5 469
Quote-part de résultat mise équivalence	-9	0	0	0	0	0	-9
Résultat activités destinées à être cédées							
Résultat net total	5 506	4 421	-1 098	-154	151	-157	8 669
Part du groupe	5 505	4 456	-1 098	-154	101	-157	8 654
Part des minoritaires	0	-35	0	0	50	0	15

Note 14 bis. – Etat sectoriel de situation financière.

30/06/2012 <i>(en milliers d'euros)</i>	France	Benelux	Espagne	Asie	Autres	Elim. par secteurs	Total
Immobilisations incorporelles	2 687,4	126,2	3,2	0	0	0	2 816,9
Ecart d'acquisition	86 015,8	85 144,5	2 578,8	0	0	0	173 739,1
Immobilisations corporelles	44 187,3	34 571,0	7 896,0	4,5	0	0	86 658,8
Titres mis en équivalence	199,5	48,2	0	0	0	0	247,7
Autres actifs financiers	62 438,7	-15 927,1	-2 982,3	4,0	0	-33 884,3	9 649,1
Actifs d'impôt non courant	1 407,7	2 151,8	244,8	0	0	0	3 804,3
Autres actifs long terme							
Total actifs non-courants	196 936,4	106 114,8	7 740,6	8,6	0	-33 884	276 916,0
Stocks et en-cours	165 205,6	66 145,3	9 853,5	0	0	0	241 204,4
Clients et autres débiteurs	18 908,0	2 647,0	38,8	224,7	0	-3 735,1	18 083,5
Actifs d'impôts courants	0,9	539,3	8,9	0	0	0	549,2
Autres actifs courants	98 311,8	24 218,8	444,3	0,6	1 803,5	-87 621,0	37 158,0
VMP et autres placements	403,8		500,0				903,8
Disponibilités	27 863,2	17 087,0	2 164,4	726,7	0	0	47 841,3
Total actifs courants	310 691,8	110 639,0	13 010,0	952,0	1 803,6	-91 356,1	345 740,4
Actifs destinés à être cédés							
Total actif	507 628,3	216 753,8	20 750,6	960,6	1 803,6	-125 240,4	622 656,4

Capital	31 106,7	0	0	0	0	0	31 106,7
Primes liées au capital	13 412,3						13 412,3
Actions propres	380,6	0	0	0	0	0	380,6
Autres réserves	182 604,3	58 404,.	-7 874,1	347,9	1 486,6	26,2	234 995,3
Résultats accumulés	5 546,3	3 792,4	-1 038,5	286,5	14,6	-26,2	8 575,1
Total capitaux propres, part du groupe							
Intérêts minoritaires	5,3	34,4	0	313,2	0	0	353,0
Total des capitaux propres	233 055,6	62 231,2	-8 912,6	947,7	1 501,2	0	288 823,1
Emprunts et dettes financières	69 233,2	40 586,1	3 700,0	0	0	-33 884,3	79 635,0
Engagements envers le personnel	3 965,8	521,3					4 487,2
Autres provisions	947,2	121,2	244,9				1 313,2
Impôts différés	0	482,7	0	0	0	0	482,7
Autres passifs non courants							
Total passifs non courants	74 146,2	41 711,2	3 944,9	0	0	-33 884,3	85 918,0
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	89 080,4	19 468,4	1 469,3	0	1,2	0	110 019,3
Provisions (part à moins d'un an)	0	0	0	0	0	0	0
Fournisseurs et autres créditeurs	74 625,3	16 236,1	7 716,8	12,9	0	-3 733,9	94 857,1
Dettes d'impôt	76,9	2 320,2	15,9	0	0	0	2 413,1
Autres passifs courants	36 643,8	74 786,6	16 516,4	0	301,2	-87 622,2	40 625,8
Total passifs courants	200 426,3	112 811,3	25 718,4	12,9	302,4	-91 356,1	247 915,3
Passifs destinés à être cédés							
Total passif	507 628,3	216 753,8	20 750,6	960,6	1 803,6	-125 240,4	622 656,4

30/06/2011 <i>(en milliers d'euros)</i>	France	Benelux	Espagne	Eoli- -ennes	Asie	Elim. par secteurs	Total
Immobilisations incorporelles	2 908	110	5	0	0	0	3 023
Ecart d'acquisition	87 089	74 094	2 579	0	0	0	163 762
Immobilisations corporelles	46 895	35 166	8 523	0	1	0	90 585
Titres mis en équivalence	245	0	0	0	0	0	245
Autres actifs financiers	66 066	-16 054	-2 726	-38	1	-38 087	9 162
Impôts différés	2 545	2 703	211	0	0	0	5 459
Autres actifs long terme	790	7	0	0	0	0	798
Total actifs non-courants	206 539	96 026	8 592	-38	2	-38 087	273 034
Stocks et en-cours	159 049	60 019	11 010	0	0	0	230 078
Clients et autres débiteurs	16 760	2 002	17	0	43	-2 909	15 913
Créances d'impôt	1	134	18	0	0	0	154
Autres actifs courants	119 303	44 571	1 109	3	7	-102 988	62 005
VMP et autres placements	0	0	0	0	0	0	0
Disponibilités	15 684	34 245	1 116	0	186	0	51 231
Total actifs courants	310 796	140 973	13 270	3	236	-105 896	359 381
Actifs destinés à être cédés	0	0	0	14 124	0	0	14 124
Total actif	517 334	237 000	21 862	14 089	238	-143 983	646 540
Capital	31 104	0	0	0	0	0	31 104
Primes liées au capital	13 394	0	0	0	0	0	13 394
Actions propres							
Autres réserves	-1 764	0	0	0	-8	0	-1 771
Résultats accumulés	193 021	53 246	-10 458	-2 026	163	1 381	235 327
Total capitaux propres, part du groupe	235 755	53 246	-10 458	-2 026	156	1 381	278 054
Intérêts minoritaires	3	-45	0	0	77	0	35
Total des capitaux propres	235 758	53 201	-10 458	-2 026	233	1 381	278 089
Emprunts et dettes financières	57 054	20 716	4 619	0	0	-39 467	71 422
Engagements envers le personnel	3 800	527	0	0	0	0	4 327
Autres provisions	3 523	292	211	0	0	0	4 026
Impôts différés	0	540	0	0	0	0	540
Autres passifs long terme	146	38	0	0	0	0	184
Total passifs non courants	64 523	50 612	4 830	0	0	-39 467	80 499
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	103 979	21 325	3 804	0	0	-224	128 889
Provisions (part à moins d'un an)	0	0	0	0	0	0	0
Fournisseurs et autres créditeurs	79 022	17 881	8 818	-2 334	6	-2 909	100 485
Dettes d'impôt	208	2 611	16	0	0	0	2 835
Autres passifs courants	33 844		14 852	3 530	0	-102 763	40 825
Total passifs courants	217 052	133 185	27 490	1 197	6	-105 896	273 034
Passifs destinés à être cédés	0	0	0	14 918	0	0	14 918
Total passif	517 334	237 000	21 862	14 089	238	-143 983	646 540

Entreprises	Siège	N° Siren	Contrôle	Méthode	Entrée	Sortie
Bricorama SA	Villiers-sur-Marne	957 504 608	Sté Mère	I.G.	01/1997	
Bricorama France SAS	Roanne	406 680 314	99,77 %	I.G.	06/1997	
Brico 3 SAS	Fontenay	480.441.534	100 %	I.G.	12/2004	
Eoliennes Bricorama 2 SAS	Fontenay	487 603 714	100 %	I.G.	11/2005	
Bricorama BV	Breda	Etrangère	100 %	I.G.	06/1997	
Bricorama NV	Uccle	Etrangère	100 %	I.G.	06/1997	
Bouwmar NV	Anvers	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Robo NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Gruto BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
CB Bouwmarkten NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Boco NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Andenne Bricolage BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Mag BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
DIY Retail Service BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Maz BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Maatschap Bouwmarkt Gent BV	Gent	Étrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Rubus Bouwmarkt BV	Hillegom	Etrangère	100 %	I.G.	01/2004	
Megara BV	Leerdam	Etrangère	100 %	I.G.	01/2004	
Mekowa BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	01/2006	
Bouwmarkt Haarlem BV	Haarlem	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007	
Bouwmarkt Beverwijk BV	Beverwijk	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007	
Interbrico SA	Bastogne	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007	
Batkor Finance BV	Breda	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007	
Bricorama Méditerranée SL	Valladolid	Etrangère	100 %	I.G.	04/2004	
Bricorama Iberia SL	Valladolid	Etrangère	100 %	I.G.	01/2006	
Bricoried SAS	Selestat	424 833 739	49 %	M.E.E.	06/2008	
Bouwmarkt Elburg BV	Elburg	Etrangère	100 %	I.G.	01/2008	
Bricorama Asia Ltd	Hong-Kong	Etrangère	67 %	I.G.	07/2007	
Galleries Lindoises SAS	Lalinde	330 345 380	100 %	I.G.	03/2009	
SCI Immobilière Bricaille	Fontenay	394 237 408	100 %	I.G.	01/2009	
Hasco Bouwmarkt Best BV	Best	Etrangère	100 %	I.G.	01/2009	
SARL Léomille	Chemillé	503 536 633	100 %	I.G.	04/2010	
SCI Tamme	Soustons	490 286 135	99 %	I.G.	10/2009	
Legerstock Vermeersch - Andries NV	Anvers	Etrangère	100 %	I.G.	04/2010	
Bricorama Bouwmarkten II BV	Breda	Etrangère	100 %	I.G.	01/2010	
Bricorama Bouwmarkt Apeldoorn BV	Apeldoorn	Etrangère	100 %	I.G.	01/2010	
Bouwmarkt Apeldoorn BV	Apeldoorn	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011	
Bouwmarkt Deventer BV	Deventer	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011	
Bouwmarkt Eibergen BV	Eibergen	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011	
Bouwmarkt Zutphen BV	Zutphen	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011	
Bouwmarkt Raatle BV	Raatle	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011	
Bouwmarkt Ypenburg BV	H.I. Ambacht	Etrangère	50 %	M.E.E.	11/2011	

Note 16. – Evènements postérieurs à la clôture.

En date du 14 septembre 2012, le JEX (Juge d'Exécution) a décidé un sursis à statuer au 9 novembre 2012 sur la fixation des pénalités à payer par Bricorama faisant suite au jugement actuellement en appel en date du 6 janvier 2012 l'interdisant à ouvrir ses magasins le dimanche en région parisienne. La société est en attente du résultat de cet appel qui sera rendu le 31 octobre 2012.

En septembre, le groupe a procédé au rachat de 33 % de Bricorama Asia et détient désormais sa filiale asiatique à 100 %.

Note 17. – Actifs et passifs éventuels.

La société s'est pourvue en Cassation sur le litige avec Mr Bricolage.

Note 18. - Principales transactions avec parties liées.

Les principaux montants en relation avec les entreprises liées sont (en euros) :

Sociétés concernées	Sociétés liées	Solde au 30/06/2012		Total produits	Total charges	Engagements	Nature de la transaction	Garanties données ou reçues
		Actif	Passif					
Bricorama SA	La Maison du Treizième	413 285	37 249	70 869	328 564	1338 733	Prestations	Néant
	Promo Brico	188 113		52 428			Prestations	
	Points Cadres	8 457		840				
	Autres sociétés	67 592		17 290			Prestations	
Bricorama France SAS	La Maison du Treizième		2 448 643		9 034 532	7 515 810	Loyers et ch.	Néant
	La Maison du Treizième La Maison du Treizième	3 592 336 333 993		1 378			Dépôts Prestations	
	Promo Brico		617 795		2 996 228	2 240 392		
	Promo Brico Promo Brico	1 297 134 35 000		1 263			Loyers et ch Dépôts Prestations	
	Points Cadres		68 252		469 622		Achats De Marchandises	
	Haut Doub Pellet				313 226			
	Autres sociétés		348 723		1 421 452	1 875 314	Loyers et ch.	
Bricorama NV	Belgium Properties Retailers	9 635	10 459	9 635	119 490	1 653 559	Loyers	Néant
	Wickes Land Development	3 800	0	3 800	208 653	2 608 733	Loyers	
Maatschap Bouwmarkt Gent BV	Belgium Properties Retailers	0	0	0	123 330	309 929	Loyers	Néant
	Wickes Land Development	0	8 574	0	63 694	707 373	Loyers	
Maz BVBA	Belgium Properties Retailers	0	46 053	0	92 106	92 106	Loyers	Néant
Boco BV	Belgium Properties Retailers	0	43 480	0	88 221	252 712	Loyers	Néant
Mekowa	Belgium Properties Retailers	0	8 424	0	120 539	501 505	Loyers	Néant
Interbrico SA	Belgium Properties Retailers	0	0	0	101 172	294 012	Loyers	Néant
Rubus Bouwmarkt BV	Immo Vastgoed Holland BV	2 263	0	2 263	388 345	6 193 021	Loyers	Néant
Bricorama BV	Immo Vastgoed Holland BV				77 270	77 270	Loyers	Néant
	Immo Vastgoed Holland BV	761 606		238 689			Prestations	

	OFS Traders	30 727		7 522			Prestations	
	Godli Holding BV	43 205		3 587			Prestations	
	Kodden Raalte Beheer	2 263		2 263			Prestations	
	Goldi Beheer	751		751			Prestations	
	Goldi Vastgoed	3 809		3 809			Prestations	
Bouwmarkt Haarlem BV	Immo Vastgoed Holland BV				119 806	1 563 920	Loyers	Néant
Bouwmarkt Haarlem BV	OFS Traders				487 500	9 295 225	Loyers	Néant
Bouwmarkt Elburg BV	Immo Vastgoed Holland BV				123 047	1 435 545	Loyers	Néant
Bouwmarkt Apeldoorn BV	Goldi Vastgoed Apeldoorn BV				253 922	4 570 599	Loyers	Néant
	Goldi Holding BV		25 097		27 360		Prestations	
Bouwmarkt Deventer BV	Goldi Beheer & Exploit. Mij BV				50 052	900 941	Loyers	Néant
	Goldi Holding BV		25 097		25 676		Prestations	
Bouwmarkt Eibergen BV	Goldi Holding BV				101 586	1 828 548	Loyers	Néant
	Goldi Holding BV		25 097		26 382		Prestations	
Bouwmarkt Zutphen BV	Goldi Holding BV				137 550	2 475 900	Loyers	Néant
	Goldi Holding BV		25 097		26 309		Prestations	
Bouwmarkt Raalte BV	Kodden Raalte Beheer BV				150 834	2 715 015	Loyers	Néant
	Goldi Holding BV		25 097		25 097		Prestations	
Batkor Finance BV	Goldi Holding BV				2 915	0	Prestations	Néant